

Éditorial

Une transition à la direction de la revue

Ce numéro est le premier que je signe à titre de directeur d'*Organisations & Territoires*. J'aborde cette responsabilité avec beaucoup de respect pour ce qui a été construit. Une revue se développe dans le temps, par la constance de celles et ceux qui la font vivre, par la qualité des articles qu'elle publie et par l'exigence qu'elle maintient. Prendre le relais, c'est donc poursuivre ce travail sans perdre de vue ce qui fait l'identité de la revue.

Je tiens à remercier très sincèrement la professeure **Jeanne Simard**, qui a dirigé la revue pendant huit ans. Par sa rigueur, sa constance et son engagement, elle a largement contribué à consolider *Organisations & Territoires*, à en assurer la continuité et à renforcer son rayonnement. Je lui succède avec beaucoup de respect pour le travail accompli et pour ce qu'elle a patiemment construit au fil des années. La suite s'inscrira dans cette continuité, avec une ligne claire : maintenir une revue de qualité, ouverte, lisible et profondément ancrée dans les réalités organisationnelles et territoriales, tout en poursuivant son développement et son ouverture.

Je remercie également les auteures et auteurs de ce numéro, les évaluateurs ainsi que toutes les personnes qui font vivre la revue au quotidien. Derrière chaque numéro, une équipe lit, évalue, révisé, coordonne et accompagne les manuscrits jusqu'à leur publication. Ce travail exige du temps, de l'attention et une rigueur constante. C'est grâce à cet engagement collectif que les idées circulent, que les résultats sont discutés et que les connaissances peuvent rejoindre les milieux auxquels elles sont utiles.

Dans ce numéro

Pour ce deuxième numéro de 2026, *Organisations & Territoires* réunit des contributions très différentes par leur objet, leur méthode et leur terrain. Toutes ont cependant un point commun : elles partent de situations concrètes pour mieux comprendre les organisations, les territoires et les transformations qui les traversent. Transition écologique, vieillissement de la population, résilience, économie informelle ou relève entrepreneuriale : les sujets varient. Les contextes aussi. C'est précisément cette diversité qui donne sa cohérence et sa richesse à ce numéro.

Rubrique Espace libre

Dans cette rubrique, un article de **Sébastien Houle et France Aubin** est consacré aux travaux de la commission parlementaire québécoise de 2016 sur la protection juridique des lanceurs d'alerte. Les auteurs reviennent sur une tension qui demeure entière : comment concilier le droit du public à

l'information, la liberté d'expression et le devoir de loyauté envers l'organisation? Leur analyse montre que plusieurs avenues discutées lors des travaux parlementaires étaient plus ouvertes que le cadre finalement retenu par le législateur. La question dépasse ainsi le seul cadre juridique et touche directement à l'intérêt public et à la qualité du débat démocratique.

Cet article prend une résonance particulière. **Sébastien Houle**, journaliste au *Nouvelliste* et diplômé de l'Université du Québec à Trois-Rivières, a remporté le prix Judith-Jasmin 2024 dans la catégorie Grand Prix ainsi que dans la catégorie Local et régional pour son reportage *Une semaine à Clova*. Remises lors du Congrès 2025 de la Fédération professionnelle des journalistes du Québec, ces distinctions saluent un journalisme de proximité attentif aux réalités d'un territoire et à celles et ceux qui y vivent. Il nous paraissait naturel de le souligner dans ce numéro.

Frédérique Allard et Ketty Bravo-Bouyssy s'intéressent à la coopérative d'activité et d'emploi en France et, plus précisément, aux conditions qui permettent de faire vivre le projet coopératif dans la durée. La coopération, rappellent-elles, ne va jamais de soi : elle doit être organisée, discutée et régulièrement ajustée. La formalisation de valeurs communes et les instruments de gestion jouent ici un rôle concret pour rapprocher des intérêts nécessairement pluriels. Un projet coopératif ne tient donc pas à ses seuls principes; il repose aussi sur un travail quotidien de régulation.

D'abord, **Belony Augustin et Majella Simard** examinent un projet de plateforme de tri et de valorisation multifilière des déchets au Nouveau-Brunswick. La proposition est porteuse, mais sa pertinence technique ne suffit pas à en garantir la mise en œuvre. À partir d'une analyse de contenu, les auteurs mettent en évidence le poids de la gouvernance, de la coordination entre les acteurs et de l'appui des politiques territoriales. Leur étude rappelle ainsi qu'un projet de développement durable ne tient pas seulement à la qualité de la solution proposée; il dépend aussi de la capacité d'un territoire à l'organiser et à la soutenir.

Marie-Michèle Lord, Isabelle Marchand, Rébecca Gaudet et Catherine Girard s'intéressent aux laboratoires vivants en milieu rural. Leur synthèse de 67 articles publiés depuis 2005 permet de mieux cerner ces dispositifs, mais aussi les difficultés qui accompagnent leur mise en œuvre. La pérennité, la mobilisation des acteurs, la conciliation de logiques parfois différentes et les rapports de pouvoir reviennent comme des enjeux centraux. Les auteures insistent enfin sur un point important : les méthodes d'évaluation doivent mieux tenir compte de la diversité des contextes ruraux.

Alexandra Ethier, Galaad Lefay, Joanie Thériault et Marie-Michèle Lord interrogent la place croissante des gouvernements de proximité face au vieillissement de la population. Les municipalités disposent déjà de leviers importants en matière d'habitation, de loisirs et d'aménagement du territoire, avec des effets directs sur la santé et le bien-être des personnes vieillissantes. Mais jusqu'où peut-on accroître leurs responsabilités sans tenir compte des moyens dont elles disposent réellement? Cette question traverse l'article et ouvre plusieurs pistes pour mieux ajuster les politiques publiques aux capacités d'action des milieux locaux.

Joliann Morissette et Virginie Francoeur analysent les comportements de consommation zéro déchet dans le secteur alimentaire. Leur étude repose sur un échantillon représentatif de 2 002 consommateurs canadiens et fait ressortir 4 profils distincts. Un résultat retient particulièrement l'attention : les profils les moins engagés représentent 69 % de la population étudiée et regroupent des comportements très divers. Une stratégie de réduction des emballages ne peut donc pas être uniforme; elle doit tenir compte des motivations, des pratiques et des convictions propres à chaque groupe de consommateurs.

En Tunisie, **Tasnim Away et Sami Boudabbous** abordent la gestion de transition comme un levier de résilience organisationnelle dans un environnement marqué par des crises économiques et politiques récurrentes. Leur recherche s'appuie sur 17 entretiens menés auprès de gestionnaires de transition, de dirigeants et de responsables des ressources humaines. Trois dimensions se dégagent : une conduite capable de s'adapter au contexte, le renforcement des capacités de résilience et le passage de la réponse immédiate à une transformation plus durable. La gestion de transition apparaît ainsi moins comme une simple réponse à l'urgence que comme un moyen d'accompagner des changements plus profonds dans l'organisation.

À Dakar, **Apata Christian Codjo et Mamadou Silla** étudient le rôle de la confiance dans la construction d'une gestion des ressources humaines à l'échelle territoriale au sein du secteur informel. Les 26 entretiens réalisés auprès des travailleurs du fer de Rebeuss, une commune de la capitale sénégalaise, montrent que la confiance constitue un véritable mécanisme de coordination. Elle facilite la coopération entre les ateliers, la circulation des compétences, la mise en commun des ressources et la régulation des relations professionnelles. Se dessine ainsi une forme de gestion territoriale des ressources humaines qui ne repose pas sur un dispositif formel, mais sur les relations sociales et économiques propres au territoire.

Enfin, le texte de **Moustapha Aladji** nous conduit en Guyane et au Sénégal, où il analyse les arbitrages auxquels font face les petites et moyennes entreprises agroalimentaires dans des économies fortement dépendantes. Le point de départ est un paradoxe : l'ancrage territorial renforce la résilience, mais il ne suffit pas lorsque les entreprises doivent aussi accéder à des marchés plus larges. Trois mécanismes ressortent de la comparaison : la territorialisation de la valeur, la gouvernance hybride et l'hybridation productive. Cette lecture permet de penser ensemble l'ancrage local, l'ouverture des marchés et l'autonomie productive, sans les opposer artificiellement.

Notes d'actualité

Michel J. Paradis aborde le repreneuriat comme un enjeu de résilience territoriale, à un moment où le transfert des petites et moyennes entreprises devient une question structurelle pour plusieurs régions du Québec. L'échec d'une transmission fragilise bien davantage qu'une entreprise : il peut entraîner la perte d'emplois, de savoir-faire et d'une partie de la capacité productive d'un territoire. À cela s'ajoutent l'incertitude tarifaire entre le Canada et les États-Unis ainsi que la place croissante des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance dans le financement. L'auteur propose donc de regarder le repreneuriat plus en amont : avant la transaction, il faut renforcer la valeur stratégique de l'entreprise, sa gouvernance, sa capacité d'innovation et sa solidité.

L'entretien

France Desjardins s'entretient avec **Chantale Doucet**, consultante et chercheuse en développement territorial et bioalimentaire. Son parcours, de la géographie et de l'aménagement à la recherche appliquée, témoigne d'un lien constant avec les besoins des milieux. Il montre aussi ce que la recherche peut apporter lorsqu'elle aide à documenter un territoire, à structurer un projet ou à éclairer une décision. L'entretien rappelle enfin une exigence essentielle : les connaissances prennent pleinement leur sens lorsqu'elles peuvent rejoindre les acteurs auxquels elles sont utiles.

Je vous souhaite une bonne lecture.

Philippe Boigey

Directeur de la revue

DOI : <https://doi.org/10.1522/revueot.v35n2.2199>

